

Acte rendu exécutoire après :

- transmission en Préfecture le : 16 MARS 2023
- publication le : 16 MARS 2023

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	CCI COLMAR Début : 9h30 / Fin : 12h30
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	23 février 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	23 février 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Myriam PARIS – Franck FAVRE – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH- MALLET – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER
Présents en visio-conférence	2	Céline KERN-BORNI – Nicolas BRUTIN
Procurations	3	Myriam PARIS, procuration de Bertrand BURGER Lucien MULLER, procuration de Eric STRAUMANN Jean-Laurent KISTLER, procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	3	Christian ZIMMERMANN – Yann QUIQUANDON – Philippe THENOZ

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,  
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIALO-  
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

**RENDU DE L'EXPERTISE RELATIVE AU DESORDRE SUR LE  
QUAI**

Au cours de la séance du 22 novembre 2021, le Comité Syndical avait pris connaissance d'un aléa constaté sur un quai dans le port à environ 50 mètres en aval du pont portique. Une expertise visant à effectuer un diagnostic et une estimation des travaux de réparation du quai ou de réalisation d'un nouveau quai a été confiée à la société SOFID.

Un rendu de l'expertise est présenté aux membres du Comité Syndical au stade actuel des premières investigations réalisées.

**Solution 1 : Réparation du quai**

- Remplacement/réparation des dalles endommagées du perré
- Remplacement des bollards concernés
- Réparation des joints des dalles
- Traitement des fissures
- Injection de résine dans les remblais décomprimés
- Réalisation de 5 ducs d'Albe d'accostage

Estimation des travaux : 700 à 900 k€ HT

**Solution 2 : Réalisation d'un nouveau quai**

Estimation des travaux : 2,5 à 3 M€ HT

NB. : pour rappel l'expertise TEKTO chiffrait cette solution entre 1,3 et 2,4 M€ HT

Les prochaines étapes :

- En complément de ce diagnostic, et avant l'intervention d'un maître d'œuvre :
  - o Une inspection par des plongeurs de la partie immergée du quai pour identifier d'éventuels désordres
  - o La réalisation d'une campagne de mesures géophysiques permettant d'évaluer toute la surface de quai impactée

Compte-tenu de la localisation des travaux, il conviendra d'informer EDF afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

En parallèle de cette expertise technique, une analyse juridique a également été confiée au Cabinet DOREAN AVOCATS sur le plan de la responsabilité du Syndicat vis-à-vis de cet aléa.

Un rendu des conclusions et des préconisations de l'analyse juridique est présenté aux membres du Comité Syndical :

- « *Quelle que soit la part de responsabilité du SMO, la SEMOP a l'obligation d'assurer la continuité du service public. Outre la force majeure ou une cause exonératoire, aucune circonstance ne pourrait être soulevée pour justifier une interruption du service public. En cas de suspension de l'activité de service public du fait du Désordre, il appartient donc à la SEMOP de faire son affaire des coûts de réparation, de remplacement ou de toute alternative de nature à assurer la continuité du service public.*
- *Il ressort du Contrat de DSP que le SMO est tenu à l'égard de la SEMOP à une obligation de mise à disposition de biens en bon état d'entretien et d'usage, permettant l'exécution du Contrat de DSP. La SEMOP serait alors, à notre sens, en droit de réclamer du SMO la prise en charge des frais de réparation du quai. Toutefois, et jusqu'à l'exploitation du Port par la SEMOP, l'obligation d'entretien des ouvrages pesait sur l'Etablissement Public – actuellement en cours de dissolution. En principe, le SMO serait donc fondé à réclamer la prise en charge de tout ou partie du coût de la réparation du Quai. »*

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** du rendu des expertises ;
- **DEMANDE** à la SEMOP un partage des coûts liés à la réfection du quai déduction faite des subventions ;
- **AUTORISE** le Président à engager des démarches notamment auprès de l'Etat et de la Région Grand Est pour optimiser le plan de financement ;
- **AUTORISE** le Président à mener les opérations nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Adopté à l'unanimité  
Pour extrait conforme

Le Président,  
Gérard HUG

